

Sur la route des Alpes (1/2): à Briançon, des montagnards solidaires des migrants

PAR LOUISE FESSARD
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 2 NOVEMBRE 2017



« Chez Marcel », les migrants trouvent un accueil à plus long terme © LF

Depuis le blocage de la vallée de la Roya, ils sont de plus en plus nombreux à emprunter la route des Alpes. Dans le Briançonnais, plus de 1 000 migrants ont été accueillis par des bénévoles depuis fin juillet 2017. Devant l'absence de réaction des pouvoirs publics, les habitants s'inquiètent des drames que risque de provoquer l'hiver. Et s'organisent, comme avant eux ceux de la vallée de la Roya, pour accueillir au mieux les arrivants, majoritairement africains.

Un appel dans la nuit. Il est 22 heures, les étoiles brillent dans l'air froid du ciel de Briançon (Hautes-Alpes). Éva, une bénévole, regarde fixement son portable sans décrocher. « *Je me sens mal, c'est un numéro italien* », dit-elle. La jeune femme finit par rappeler. Ce sont deux migrants mineurs qui se sont perdus dans la montagne en tentant de passer la frontière franco-italienne. Ils n'ont pas mangé depuis plusieurs jours, se disent épuisés et le plus jeune ne peut plus marcher. En cette mi-octobre 2017, la

température doit flirter avec le zéro là-haut au col de l'Échelle (1 746 mètres), la route des migrants venant d'Italie.



Après le col de l'Échelle, la route dévale vers l'Italie. C'est ici, dans un ravin, à la sortie d'un tunnel, que deux hommes ont fait une chute de 40 mètres le 19 août 2017 © LF

Éva sait qu'elle ne peut pas légalement aller les chercher en voiture, même s'ils sont déjà passés côté français. La semaine précédente, deux militants ont été retenus 48 heures en garde à vue au poste de la police aux frontières (PAF) de Montgenèvre pour avoir fait monter dans leur voiture trois étrangers en situation irrégulière dans la vallée de la Clarée. Selon le procureur de la République de Gap, Raphaël Balland, l'enquête les concernant se poursuit « *dans l'objectif de savoir si les actes reprochés à ces deux personnes peuvent bénéficier ou pas de l'immunité humanitaire* ». Lors d'une manifestation organisée au col de l'Échelle le 23 septembre, les gendarmes avaient contrôlé les véhicules et leurs occupants un par un. Depuis, les militants pensent être fichés.

« *De toute façon, quand on arrive, ils ont trop peur et se cachent* », dit Éva. La jeune bénévole finit par trouver une maison amie pour les héberger à Névache, première étape française dans les Alpes. Mais le portable des deux jeunes ne répond plus. Ils n'ont sans doute plus de réseau.

Depuis fin juillet 2017, plus d'un millier de migrants, majoritairement mineurs et originaires de pays d'Afrique de l'Ouest, ont été accueillis par un réseau de bénévoles à Briançon. Depuis le blocage de la vallée de la Roya, ils sont de plus en plus nombreux à emprunter la route des Alpes. Débarquant en Sicile, ces jeunes hommes – les femmes sont rares – remontent l'Italie en train par Milan et Turin jusqu'à Bardonecchia, la petite station de sports d'hiver

frontalière. Il faut ensuite gravir la pente escarpée montant au col de l'Échelle, en évitant la route surveillée par les gendarmes et militaires français.



Au col, on croise deux véhicules de l'armée © LF

Dans la vallée de la Clarée, en montant au col, on croise deux jeeps de l'armée, ainsi que des réservistes de la gendarmerie qui contrôlent chaque véhicule. Selon le procureur de Gap, une quinzaine de passeurs ont été interpellés depuis le début de l'année à la frontière. La plupart ont été condamnés en comparution immédiate à un minimum de six mois d'emprisonnement, avec mandat de dépôt.

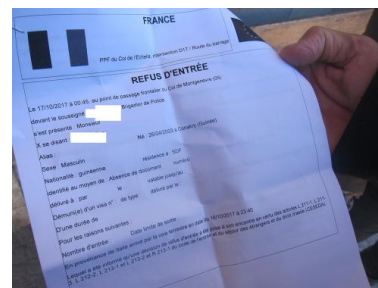
De nuit, sans lumière, ni plan, le trajet s'avère dangereux. Dans la nuit du 19 août 2017, deux Guinéens ont chuté dans un ravin en s'enfuyant à la vue des gendarmes cachés dans un tunnel. Secouru par les CRS de montagne, l'un des migrants, gravement blessé, est toujours hospitalisé à Grenoble. Selon le procureur Raphaël Balland, l'homme, entendu sur son lit d'hôpital le 3 octobre par les gendarmes, serait désormais « hors de danger ». L'enquête sur les circonstances de cette chute, confiée à la section de recherches de la gendarmerie de Marseille, conjointement avec la brigade des recherches de Briançon, a été classée sans suite pour « absence d'infraction » le 13 octobre (*lire son communiqué de presse sous l'onglet Prolonger*). Mais pour Michel Rousseau, de l'association **Tous migrants**, « la politique de l'État est illégale et criminogène ». « Peu importe que les gendarmes leur aient couru après ou pas, dit le retraité briançonnais. Par leur simple présence à un endroit aussi dangereux, ils les incitent à prendre plus de risques. »

Dans leur appartement, l'ancien syndicaliste mécanicien et sa femme hébergent depuis des mois plusieurs migrants, dont Mussah, 16 ans, le rescapé.

Plus chanceux que son compagnon de route, il s'en est tiré avec de multiples contusions et de forts maux de tête. Sous son bonnet rouge, le jeune homme montre les cicatrices de sa chute. Un camarade de Côte d'Ivoire assure la traduction de sa langue natale, le malinké, en français.

« Nous sommes partis vers 23 heures de la gare de Bardonecchia. Nous étions trois, raconte Mussah. Nous ne connaissions pas la route. Nous avons vu des lumières de voitures. Nous avons pris la rivière et nous sommes cachés dans la brousse pendant deux jours. Nous avons des biscuits et de l'eau. Puis nous avons monté les montagnes la nuit. » Il pleure en poursuivant son récit. « Dans un tunnel, nous avons vu des gendarmes. Il n'y avait pas de lumière. Nous ne nous y attendions pas. Je me suis échappé, et je suis tombé. Après, je ne me souviens plus. » « Quand ils sont entrés dans le tunnel, les gendarmes ont allumé leurs lampes torches. Ça les a éblouis et paniqués », complète Michel Rousseau. Sans l'accueil des bénévoles, Mussah se serait retrouvé à la rue à sa sortie de l'hôpital, le département des Hautes-Alpes, chargé de la protection des mineurs non accompagnés, l'ayant décrété majeur.

« Dans notre immeuble maintenant tout le monde est complice, car ce ne sont plus des migrants anonymes, sur lesquels on peut plaquer une propagande raciste, mais des personnes », dit en souriant Michel Rousseau. Il en est persuadé : « Le droit, pour qu'il s'incarne, il faut le faire vivre. L'hospitalité, ce n'est pas mettre des gens dans des camps. »



Le « refus d'entrée » remis à l'un des deux jeunes Guinéens interpellés au col de l'Échelle dans la nuit © LF

À la gare de Bardonecchia, le lendemain, on tombe sur les deux jeunes Guinéens qui se sont perdus la veille et ont appelé Éva. Allongés sur le sol près du radiateur,

ils essaient de se réchauffer. « *Des militaires nous ont arrêtés à 1 heure du matin et transférés à la police, puis les policiers nous ont ramenés à la frontière et nous avons marché jusqu'à la gare, qui était fermée* », explique Amadou, 17 ans, qui dit être malade. Son camarade sort un refus d'entrée délivré la nuit même par un policier, qui n'a pas réagi à sa date de naissance (en mars 2003, ce qui en fait un mineur, et ce qui, selon la loi française et les conventions internationales, oblige l'État à le protéger).

Amadou veut rejoindre son frère, qui « *travaille à Paris et a deux enfants* ». Il montre les cals sur ses mains : « *En Italie, on a travaillé pour donner à manger aux moutons, 20 euros par jour, de 7 heures à 20 heures.* » Après un café, nous repartons côté français en les laissant devant la gare dans le soleil matinal, l'air déboussolé. « *Sinon, on se met dans l'illégalité*, soupire Alain, un bénévole de 63 ans qui nous accompagne. *C'est dur, mais ils réussiront à passer de toute façon.* »



Avec son décor de carte postale, la vallée de la Clarée est devenue la route de passage des migrants dans les Alpes © LF

L'hiver dernier, avec plusieurs guides et professionnels de la montagne, ce retraité a organisé des rondes discrètes en raquettes au col de l'Échelle pour secourir des migrants. « *On disait aux gendarmes qu'on faisait des balades aux loups, se souvient-il en riant. On partait le soir avec des sacs de 15 kilos remplis de gants, polaires, nourriture. Et on se postait en haut avec les jumelles et un réchaud. L'hiver, il y a deux mètres de neige, ça descend en dessous de 20 degrés. On ne peut pas laisser des gens en montagne avec des chaussures en plastique pourries.* » Ces maraudes ont, selon lui, permis de sauver 24 personnes, dont 4 qui « *n'auraient pas pu passer une heure de plus dehors* ». « *La plupart partent sans eau, ni nourriture. Ils sont déshydratés et gelés* », dit-il.

Alain pointe les couloirs d'avalanche sur le versant menant vers l'Italie. « *Ici, on est dans un milieu particulier*, dit-il. *Ce qu'on voudrait faire comprendre au préfet, c'est que si les forces de l'ordre continuent à bloquer ici cet hiver, les migrants vont emprunter des itinéraires encore plus dangereux et on va retrouver des cadavres au printemps.* » Au sein de la vallée de la Clarée, Alain estime que « *80 %* » des habitants ont déjà hébergé un migrant. Dans ce milieu montagnard, tout le monde se connaît et les solidarités vont plus loin. « *Ici, on est dans la désobéissance civile*, avance Michel Rousseau. *Si les migrants sont si nombreux à passer, c'est que des gendarmes ferment les yeux.* »

« **Ceux qui arrivent ici sont les survivants** »

Mi-juillet, devant l'afflux de migrants, les militants ont obtenu la mise à disposition à Briançon d'une ancienne caserne de CRS par la Communauté de communes du Briançonnais. Le contrat a été signé pour 16 lits, mais le nombre de personnes accueillies est monté jusqu'à 120 cet été. Depuis le 26 juillet, 1 099 migrants y ont dormi, dont 62 % de mineurs, selon les statistiques de l'association CRS (Coordination réfugiés solidaires) créée pour gérer le lieu. Ils viennent majoritairement de Guinée Conakry (57 %), puis de Côte d'Ivoire (18 %), du Mali (6 %), du Sénégal (4 %) et du Cameroun (3 %). Certains arrivent à la CRS, orientés par des policiers ou l'hôpital.



Le bâtiment de la CRS se situe à côté de la MJC de Briançon, où les migrants participent à des activités et reçoivent des cours de français © LF

En ce lundi d'octobre, ils sont 77 migrants. Il n'y a qu'un WC. On enjambe les matelas où se reposent des hommes arrivés épuisés au petit matin. « *Ceux qui arrivent ici sont les survivants, ceux qui ne sont pas morts en chemin*, dit Jacky, 64 ans, membre de Tous migrants. *Ils ont tous connu la Libye, la torture, les rançons. Certains arrivent avec une balle dans le pied.*

Là-bas, on apprend aux enfants à tirer sur les Noirs. Et on les reçoit comme dans un squat. Des fois, on leur fait la morale, car il faut qu'ils libèrent un lit pour les nouveaux. On a honte. »

Mais pour ces « survivants », la CRS représente une halte bienveillante, souvent la première depuis leur départ. Après l'enfer de la Libye, « *ici, c'est le paradis* », intervient spontanément Pierre-Bertrand, un Camerounais malade. « *La France est un pays humanitaire, dit-il. Je n'ai jamais vu des gens si accueillants. Ils m'ont tout de suite emmené à l'hôpital. Ils sacrifient les obligations de leurs propres familles pour s'occuper de gens qu'ils ne connaissent même pas.* »



À l'accueil de la CRS, Jacky, ici avec Pierre-Bertrand, tente de gérer les arrivées et départs © LF

Le jeune homme, informaticien, dit avoir fui son pays après avoir été violé puis menacé de mort par son oncle, « *une autorité* » dans la toute-puissante armée camerounaise. Comme lui, beaucoup de jeunes gens partent à la suite du décès de leur père, à cause de problèmes familiaux ou d'un avenir bouché.

Dénoncé par son passeur à son arrivée en Libye, Pierre-Bertrand a passé une semaine dans les geôles libyennes, avant d'être libéré contre une rançon de 400 000 francs CFA. « *On est accroupis, tous serrés les uns contre les autres, sans pouvoir dormir, dit Pierre-Bertrand. On vous donne juste un gobelet de semoule et un peu d'eau. Il y a des maladies, la gale. Le chef de la prison vous bastonne. Ça te fait mettre la pression à tes proches pour payer.* »

Avant de monter dans un zodiac début juin, cet homme, chrétien, a fait sa « *dernière prière* ». « *Les souffrances étaient telles, que vivre était égal à la mort, dit-il. J'ai dit à Dieu : "Si tu trouves que tu peux me faire miséricorde, sauve-moi, mais je suis*

prêt à mourir. » On ne sait pas si « *Dieu* » y est pour quelque chose, mais un navire de l'ONG SOS-Méditerranée a, selon lui, secouru les 158 passagers de son zodiac percé. « *Ils ont secouru une dizaine de zodiacs, dit le miraculé. À notre arrivée à Catane (Sicile), nous étions 1 700 personnes dans le grand bateau.* » Il a passé trois mois dans les camps du sud de l'Italie, sans aucun soin. « *Ils se contentent de prendre vos empreintes, de vous enregistrer et vous donnent des effervescents* », dit-il, en désapprouvant de la tête. Grâce au smartphone, qui permet une circulation rapide des informations entre migrants, Pierre-Bertrand a trouvé une association à Limoges qui pourrait l'aider, le temps de faire sa demande d'asile. Il s'apprête à reprendre la route dès le lendemain.



Un homme a trouvé un petit endroit calme pour prier dans un couloir de la CRS © LF
Gérard Fromm, le maire socialiste de Briançon, a également mis à disposition une « *maisonnette* » où se sont installés Badra*, 25 ans, originaire de Côte d'Ivoire, ainsi que cinq jeunes qui ont demandé l'asile. Arrivé à Briançon le 7 juin 2017, ce jeune homme, vêtu de blanc et à la silhouette longiligne, fait partie des anciens. « *Je suis parti contre mon gré, sans savoir où j'allais, dit Badra. Puis, vu que je parle français, que la France nous a colonisés, je me suis dit que je pouvais faire ici une nouvelle vie, oublier ce que j'ai vécu.* »

Grâce au **réseau jésuite Welcome**, il a été hébergé dans plusieurs familles à Montpellier, Grenoble et Forcalquier, avant de revenir à Briançon, où il se sent bien. Badra a été bénévole lors du passage du Tour de France en juillet, puis à la Croix-Rouge, et il vient de s'engager dans les scouts. Le jeune homme, souriant, se ferme quand on lui demande les raisons de son départ. « *Je ne veux pas en parler, dit-il. Ici, la*

population est très accueillante et je veux m'intégrer. Je veux aider les enfants, leur donner ce que je n'ai pas eu dans mon pays. »



Au sous-sol du bâtiment, dix migrants dorment dans cette petite pièce © LF

Après quelques jours de répit, la plupart des hommes adultes repartent, soit pour être hébergés dans des familles du Briançonnais, soit pour prendre le bus de nuit pour Paris. Au plus fort des arrivées cet été, les militants estiment qu'une centaine de familles ont hébergé bénévolement des migrants. « *Comme ils viennent de pays profondément corrompus mais pas considérés en guerre, ils n'ont quasiment aucune chance d'obtenir l'asile* », dit Alain. Les plus jeunes sont emmenés par les bénévoles à Gap, où le Conseil départemental des Hautes-Alpes les enregistre. S'ils sont reconnus mineurs après évaluation, ils sont censés être mis à l'abri et scolarisés dans un département français.

Dans l'ancien garage des CRS qui sert de réfectoire, deux migrants regardent un film. Sur le balcon où sèche le linge, Nema, un Guinéen de 15 ans, arrivé la veille, a installé un salon de coiffure éphémère. « *J'ai*

l'habitude de couper les cheveux de mes petits frères, mais moi je veux étudier la biologie en France », dit-il, timidement.



Sur le balcon de la CRS, des migrants se reposent © LF

Trois fois par jour, des bénévoles viennent préparer le repas avec les migrants, à partir de dons et de fins de marché. « *Cet été, beaucoup de gens ont donné de leur potager aussi* », explique une bénévole. Un vestiaire permet à chacun de trouver des habits chauds à sa taille. « *Ce matin, une infirmière est venue faire la literie avant son service à l'hôpital, raconte Jacky. Il y a une institutrice qui nettoie régulièrement les douches et les toilettes. On n'a pas de gardiennage la nuit. Il se passe des miracles tous les jours.* »



Chaque jour, des habitantes passent chercher les sacs de linge sale à laver © LF

Mais après trois mois à assurer l'urgence à la place des pouvoirs publics, les bénévoles briançonnais sont usés. Ils ont calculé qu'il faudrait environ 8 emplois à temps plein pour faire tourner le lieu. « *Certains bénévoles sont au bout de rouleau et il y a des engueulades, reconnaît Jacky. Ils ont l'impression de mal faire.* » Mi-octobre, l'association Tous migrants a alerté les pouvoirs publics et les grandes ONG pour obtenir de l'aide (***lire leur lettre qui résume bien la situation***). « *Il faudrait des élus courageux comme à Riace (en Calabre), où la mairie a retapé des maisons inoccupées pour les réfugiés* », dit Jacky.

Chez Marcel, on a démarré le poêle

Sur les hauteurs de Briançon, des jeunes ont investi fin juillet une maison à l'abandon, qui sert de soupape à la CRS. Le squat a été baptisé « *Chez Marcel* », en hommage à l'ancien propriétaire, un riche agriculteur décédé **après un mariage rocambolesque**. « *Nous voulions faire autre chose que de l'accueil d'urgence, que les personnes puissent se poser* », explique Éva, revenue au pays où habitent ses parents.



« Chez Marcel », les migrants trouvent un accueil à plus long terme © LF

Sofiane, un « *nomade de passage* », tient à rappeler les enjeux politiques. « *Ce sont les politiques des États européens qui créent ces morts, dit le jeune homme, une capuche sur la tête. En militarisant les frontières et en externalisant le tri à la Turquie et aux États africains, ils obligent les migrants à prendre de plus en plus de risques. Alors qu'accueillir les 150 000 personnes arrivées par la Méditerranée en 2016, ce n'est rien pour l'Europe !* »

La baraque est presque prête pour l'hiver. Le poêle à bois fonctionne depuis la veille et l'isolation, réalisée avec des bottes de paille, paraît efficace. Sekouba, un menuisier de 27 ans originaire de Guinée, a aidé à installer les panneaux solaires devant la maison, ainsi que des étagères. À l'étage et au rez-de chaussée, on compte une vingtaine de couchages. Des tentures

assurent un semblant d'intimité. Quand ils ne jouent pas aux cartes, bénévoles et migrants se rassemblent autour du punching-ball et du coin lecture.



Dans le squat, migrants et bénévoles ont décidé d'interdire l'alcool. « Si on veut boire, c'est à l'extérieur », dit Mauve © LF

Entre deux contrats saisonniers, Camille, auxiliaire puéricultrice de formation, est venue donner un coup de main. « *Ça a commencé quand j'ai rencontré quatre personnes dans la vallée de la Clarée, alors que je me promenais, dit-elle en souriant. Je les ai emmenées à la CRS et voilà, ça fait un mois que je vis chez Marcel.* »

En plus des dons, les squatteurs vivent de récupération. Ce soir, sur le parking d'un supermarché, la pêche est bonne : carottes râpées, tartes aux poireaux, nems et même du saumon à peine périmé. Il suffit d'avoir le bras suffisamment long pour atteindre le fond des poubelles.



Le terrain appartenait à un riche agriculteur, Marcel Amphoux, décédé dans un accident de la route après son mariage avec une Parisienne © LF

Dans la salle commune, Mauve, travailleuse saisonnière, se débat avec des fils électriques pour brancher des ampoules. La jeune femme fabrique et vend des soupes bio sur les marchés l'hiver. « *Le maire de Briançon est bien. Il ne nous embête pas, reconnaît-elle. Mais il reçoit beaucoup de pressions [notamment des élus de droite et du FN, qui l'accusent de créer « un appel d'air » – ndlr]. Les autorités utilisent les associations pour faire leur taf. On n'a aucune aide extérieure des grandes ONG ici, c'est hallucinant.* »

Elle liste les besoins : couvertures de survie, kits de secours, lampes, nourriture lyophilisée à distribuer en montagne, etc. Malgré des relais à Gap et à Veynes, où des lieux d'accueil ont été ouverts, les bénévoles voient arriver l'hiver avec appréhension. « *C'est impossible qu'on tienne à nous seuls*, dit Michel Rousseau. *C'est trop lourd pour nos petites épaules.* »



© LF

Boîte noire

Contacté pour connaître le nombre d'interpellations de personnes en situation irrégulière et le dispositif de contrôle aux frontières, le préfet des Hautes-Alpes ne nous a pas répondu.

Pour aider les bénévoles briançonnais : la **page Facebook de Tous Migrants**, tousmigrants[@]gmail.com, et le **blog d'information « Welcome refugee 05 »**, refugeeswelcome05[@]riseup.net

Prolonger

Communiqué de presse de Monsieur Raphaël Balland, procureur de la République près le TGI de Gap, du 13 octobre 2017 :

« Je fais suite à mon précédent communiqué de presse ci-dessous reporté en date du 27 août 2017.

Le procureur de la République près le TGI de Gap a décidé ce jour de classer sans suite la procédure diligentée sous sa direction par la section de recherches de Marseille et la brigade des recherches de la compagnie de la gendarmerie nationale de Briançon,

qui avait pour objet de déterminer dans quelles circonstances deux personnes s'étaient gravement blessées en chutant dans un ravin du col de l'Échelle, sur la commune de NEVACHE, le 19 août 2017 (Hautes-Alpes).

Définitivement hors de danger selon les médecins, le second blessé, toujours hospitalisé à Grenoble, a pu être entendu par les enquêteurs le 3 octobre 2017. Comme son compagnon de route, il n'était porteur d'aucun document d'identité, mais se dit de nationalité guinéenne. Il a reconnu avoir tenté d'entrer irrégulièrement en France pendant la nuit, avec plusieurs autres migrants africains, mais il affirme n'avoir plus aucun souvenir des circonstances de sa chute.

Concernant le deuxième individu, qui avait été moins gravement blessé dans sa chute, le Conseil départemental des Hautes-Alpes a finalement décidé, à l'issue de la procédure d'évaluation, de lui notifier le 29 août 2017 une décision de refus de prise en charge dans le cadre du dispositif des "*mineurs non accompagnés*", estimant que les éléments recueillis ne permettaient pas de plaider en faveur de sa prétendue minorité.

Les investigations ont par ailleurs démontré que les deux individus blessés avaient chuté dans le ravin après avoir aperçu une patrouille de gendarmerie qui était stationnée dans le cadre de sa mission de surveillance de la frontière. Ils s'étaient alors enfuis en rebroussant chemin. Ce n'est qu'après avoir interpellé un troisième individu que les gendarmes ont poursuivi leurs recherches et ont alors découvert dans le ravin les deux blessés, à qui ils ont porté immédiatement secours dans l'attente de l'arrivée des pompiers et des CRS de secours en montagne de Briançon.

Dans ces circonstances, cette enquête a été classée sans suite au motif "*absence d'infraction*". »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.